



HAL
open science

Les transformations contemporaines du travail, de ses représentations en France et en Allemagne, à travers le cas des jeunes salariés en situation de précarité

Adrien Mazières-Vaysse

► **To cite this version:**

Adrien Mazières-Vaysse. Les transformations contemporaines du travail, de ses représentations en France et en Allemagne, à travers le cas des jeunes salariés en situation de précarité. Felix Heidenreich, Jean-Claude Monod, Angela Oster (Hrsg.). Arbeit neu denken. Repenser le travail, 15, Literatur Verlag, pp.47-60, 2010, Kultur und Technik Band, 978-3643104526. halshs-00519345

HAL Id: halshs-00519345

<https://shs.hal.science/halshs-00519345>

Submitted on 2 Feb 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les transformations contemporaines du travail, de ses représentations en France en Allemagne, à travers le cas des jeunes salariés en situation de précarité

Adrien Mazières-Vaysse

adrien.mv@gmail.com

SPIRIT/Institut d'Etude Politique de Bordeaux

Les transformations profondes des marchés du travail européens dans les dernières décennies, sans remettre en cause la nature anthropologique du travail, ont fortement remodelé, en comparaison du XX^{ème} siècle, la forme historique que prennent les activités productives contemporaines. Parmi ces transformations, l'une d'elle mérite une attention particulière : la « flexibilisation » du marché du travail, en France et en Allemagne, et ses effets. Pour décrire ce processus et ces résultats, la notion originaire de la sociologie française de « précarité », voire de « précarisation », constitue un outil particulièrement heuristique. Non que cet outil, né des sciences sociales françaises puisse être utilisé tel quel pour mener une comparaison internationale des manières dont elle se traduit dans les représentations de ceux qui en font l'expérience. En effet, la notion de précarité constitue autant une catégorie du sens commun – utilisée par des acteurs politiques, médiatiques... – qu'une catégorie scientifique dont les acceptions sont de plus particulièrement nombreuses.

La thématique que l'on se propose ici d'interroger trouve son origine dans le travail de recherche de doctorat que l'on a entrepris sur la construction sociale des identités politiques chez les jeunes salariés précaires, selon une comparaison franco-allemande. Dans ce texte, on présente, à partir d'une partie de notre programme de recherche, les transformations des représentations qu'ont les acteurs sociaux du travail, face au développement de la précarité et de la précarisation de l'emploi. Alors que les formes d'emplois atypiques se sont développées en France et en Allemagne, certes de manière désynchronisée et avec retard en Allemagne, pour atteindre un niveau à peu près similaire, la place de la catégorie de précarité dans les édifices normatifs français et allemands d'une part, dans les représentations des acteurs sociaux d'autre part, diverge.

Définir la notion de précarité

La notion de précarité connaît depuis quelques années un certain engouement qui en fait une catégorie attrape-tout : elle constitue à la fois la nouvelle représentation de la question

sociale¹, l'une des cibles principales des politiques publiques de lutte contre les déséquilibres du marché de l'emploi, une catégorie cristallisant les angoisses en termes de déclassement, un « label unificateur de mobilisations dont les secteurs sont socialement très hétérogènes »². Ce sont les mobilisations de travailleurs précaires³, souvent jeunes, qui ont accentué la mise en avant la problématique de la précarité, et de la manière dont les acteurs à faibles ressources parviennent à surmonter leur indignité sociale en s'identifiant à des catégories spécifiques de classement du monde social.

D'une grande polysémie, le terme de précarité renvoie à la fois à des catégories du discours politique et de la recherche. C'est ce qu'il faut expliciter pour se départir des prénotions, et élaborer une catégorie scientifique. En outre, en sciences sociales, les définitions sont nombreuses et se sont multipliées années après années. A l'origine né sous les auspices de la sociologie de la famille, le terme de précarité s'est rapidement appliqué aux nouvelles formes d'emploi qui se développent au tournant des années 1970-1980. La définition s'est diversifiée dans deux directions : d'une part, dans les années 1980, en établissant une connexion forte avec la sociologie de la pauvreté, en interrogeant donc la sociologie des précaires par rapport à celle des pauvres ; d'autre part, dans les années 1990, en s'élargissant considérablement pour devenir un processus affectant l'ensemble de la société. C'est ce que décrivent Robert Castel, en désignant une déstabilisation générale de la société, Boltanski et Chiapello⁴ en observant une dualisation du salariat autour de la division entre sécurité et insécurité de l'emploi.

En définitive, on pourrait retenir deux usages paradigmatiques de la notion de précarité.⁵ Il faudrait d'abord distinguer un usage restreint, qui s'appliquerait seulement dans la sphère du travail, assimilant la « précarité » à une « précarité de l'emploi » qui toucherait les catégories spécifiques de travailleurs en Contrat à Durée Déterminée (CDD) ou à temps partiel, contractuels, saisonniers, intérimaires, stagiaires ou apprentis. On définirait ainsi la notion de précarité comme une notion agrégeant des situations hétérogènes, voire disparates, qui ne trouve son unité que négativement par rapport au rapport salarial normal encore majoritaire. On pourrait définir un usage plus large, faisant de la « précarité » le résultat d'un processus

¹ Castel, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris: Fayard 1995

² Boumaza, Magali/Pierru, Emmanuel, „Des mouvements de précaires à l'unification d'une cause“, in: *Sociétés Contemporaines*, Vol. 65, Paris: 2007, 7-25

³ Perrin, Evelyne, *Chômeurs et précaires au coeur de la question sociale*, Paris: La dispute 2004

⁴ Boltanski, Luc/Chiapello, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris: Gallimard 1999

⁵ Barbier, Jean-Claude, „La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale“, in: *Revue Française de Sociologie*, 46(2), Paris: 2005, 351-371

plus profond de « précarisation » de l'ensemble de la société, réduisant à une seule moitié la part du salariat réellement protégée sur le marché du travail, et plongeant toutes les catégories de la société dans une sorte de précarité existentielle. On ne choisira pas l'un de ces deux pôles idéal-typiques. Choisir une définition restreinte reviendrait à mettre en dehors du champ d'étude de la précarité tous ceux qui n'ont pas de conditions de travail strictement définies dans le cadre de contrats de travail atypiques mais qui, du fait de leur faible salaire, d'un risque important de licenciement, se retrouvent dans des conditions précaires d'existence. Choisir définitivement une acception large de la notion de précarité, entendue comme « précarisation de la vie » nous amènerait à l'inverse à nier la spécificité de la précarité de l'emploi. Au final, il nous faut effectuer des allers et venues théoriques entre ces deux acceptions, situer l'étude de la précarité à l'intersection de ces deux réalités sociales.

Si le développement de l'emploi précaire a connu des rythmes différents en France et en Allemagne durant les dernières années, les deux pays connaissent aujourd'hui des situations comparables. Environ 30% des emplois sont des emplois dits « atypiques », s'écartant des normes nationales en vigueur, que constitue le CDI à temps plein en France, le « rapport salarial normal » (*Normalarbeitsverhältnis*) allemand de l'emploi stable, à temps plein avec protection sociale et conventions collectives. L'emploi précaire touche principalement certaines catégories : les femmes, les jeunes, les travailleurs immigrés, les travailleurs peu qualifiés.

Ce qui rend la comparaison plus difficile, au-delà des similarités observées, ce sont les divergences analytiques nationales. La notion, d'origine française, de précarité de l'emploi s'est diffusée dans un certain nombre de pays et d'aires linguistiques. Deux champs culturels et linguistiques y restent néanmoins rétifs : le monde anglophone, et dans une moindre mesure l'Allemagne. Alors que l'on décline « précarité » en « *precaridad* » en espagnol, en « *precarità* » en Italie où les mouvements sociaux célèbrent le culte de San Precario, l'usage des termes « *Prekarität* » et « *prekär* » en allemand est relativement rare, tant dans le champ académique que dans le sens commun. Les notions françaises de précarité et précarité de l'emploi ne trouvent donc pas d'équivalents directs et utilisés fréquemment en Allemagne, pour désigner les emplois atypiques : midi-jobs, mini-jobs... La notion de *Prekarität* est relativement peu usitée dans les sciences sociales, même si l'on en trouve quelques mentions. L'emploi précaire – *atypische Beschäftigung* – ne dispose pas de la même visibilité institutionnelle, du même intérêt scientifique qu'en France. La catégorie de *Prekariat* a fait une certaine percée, mais il faut utiliser le terme avec beaucoup de précaution. Par précarité

on entend « un groupe social victime de la précarité »⁶, dont le caractère est désormais durable, au point que la précarité est en voie de devenir une nouvelle identité collective. « Le précaire est à la société post-industrielle ce que le prolétariat fut à la société industrielle. »⁷ Ici, on entend étudier les précaires non en tant que groupe construisant sa propre identité collective, mais dans ses rapports avec les identités collectives du reste du salariat. On choisit donc, ici, de se démarquer de cette approche, qui vient d'une tradition bien spécifique des sciences sociales italiennes.⁸ Avec Robert Castel, il nous faut repenser la précarité : non comme un déséquilibre, une situation transitoire dans la vie, mais comme la forme en voie de devenir normale de l'organisation du travail. Apparaissent donc de manière durable des salariés qu'on qualifie de précaires.

Précaires et identités précaires

Puisque la précarité est un terme pour le moins ambigu voire équivoque, il faudrait plutôt, selon Magali Boumaza et Emmanuel Pierru, « parler de précaires, ce qui renvoie à diverses conditions objectives d'existence et à la multiplication des perceptions précairisées »⁹. L'emploi précaire est en premier lieu l'expérience de trois types de discontinuité, parfois cumulées : discontinuité du temps de travail, des revenus, de la protection sociale. Mais, l'emploi précaire n'est pas la négation ou la manifestation de la fin de la société salariale, de l'extinction de ce rapport social. Il constitue plutôt la manifestation, par la diffusion de nouvelles normes, des mutations de la société salariale. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les travailleurs précaires qui font l'expérience de discontinuités, vécues selon différentes modalités.

Vécue généralement sur le mode du déni identitaire, l'identité des précaires s'accompagne d'un développement de l'individualisme négatif¹⁰, qui ne permet pas de structurer des revendications politiques véritables. L'émeute de novembre 2005 dans les banlieues françaises, qui se manifesta durant trois semaines dans près de 300 communes, témoigne de la nature de l'identité collective dans la jeunesse précairisée. La controverse dans le champ politique comme scientifique fut de parvenir à qualifier cet événement. Était-il légitime ou

⁶ Schreuer, François, „Qu'est ce que le précaire ?“, in: Politique, Vol. 46, Bruxelles: 2006

⁷ Propos rapportés par François Schreuer, dans « Qu'est-ce que le précaire ? »

⁸ Le concept de précaire, forgé par un certain nombre d'intellectuels, tels que Antonio Negri en Italie, à l'interface entre sciences sociales et militantisme en direction des précaires, a constitué au tournant des années 1990-2000 un concept séduisant d'analyse des transformations des processus productifs. Faisant du précaire, la nouvelle figure de la transformation sociale de l'ère post-industrielle, ces développements théoriques ont néanmoins défini scientifiquement leur concept de manière insuffisante.

⁹ Boumaza Magali/Pierru, Emmanuel, op. cit.

¹⁰ Castel, Robert, op. cit.

illégitime ? Était-ce un événement politique ou non-politique ? L'émeute était-elle une manifestation consciente, donc porteuse d'une identité collective, ou non ? Gérard Mauger avance l'hypothèse suivante.¹¹ L'émeute n'a pu apparaître comme légitime car le répertoire d'action collective utilisée (violences contre les forces de l'ordre, incendies de véhicule, etc.) n'est pas considéré comme légitime dans la France contemporaine – alors qu'il a pu l'être davantage par le passé, si l'on remonte au XIX^e siècle. Les révoltes paysannes de l'époque moderne revêtaient d'ailleurs des caractères souvent similaires. Les luddites, en Angleterre au début du XIX^e siècle, détruisaient les machines, affirmant ainsi leur refus de la mécanisation qui les jetait dans un processus de prolétarianisation dont, sans ressources mobilisables, ils ne maîtrisaient pas le déroulement. Pour autant, malgré la violence et l'absence d'organisation réelle, l'événement considéré ne relève pas de la délinquance, mais plutôt d'une révolte protopolitique, non pas infra-politique mais relevant d'un premier degré de politisation, ici précaire, portant une critique de l'ordre des choses.

Le cas des émeutes de novembre 2005 nous amène à formuler certaines hypothèses explicatives. Le recul, ou du moins l'échec, à l'époque contemporaine de la régulation étatique, dont les fondements s'appuyaient sur le compromis dit keynésiano-fordiste, sur le « pacte social » qui a marqué l'après seconde guerre mondiale en France et dans plusieurs pays occidentaux, sape les fondements de la construction d'une identité collective chez les individus appartenant aux catégories les plus basses de la stratification sociale, d'une identité permettant l'affirmation comme groupe faisant partie intégrante de la société. L'échec, ou le renoncement, aux luttes et aux résistances collectives relègue l'expression de la défiance à l'égard du fonctionnement de la société et de l'Etat, dans des formes plus individuelles, moins organisées et plus violentes. Ces deux éléments – échec de la régulation étatique, renoncement aux résistances collectives – constituent les principaux facteurs explicatifs de la crise des identités collectives. En ce sens, l'exemple des émeutes de novembre 2005 en France rappelle le paradoxe apparent que constitue la formation d'une identité, chez ceux où le déni identitaire prévaut. En conséquence, « La construction sociale des identités précaires et, partant, leur gestion militante et politique (ou, comme on voudra, leur politisation) doit être au cœur de la réflexion »¹², rappellent M. Boumaza et E. Pierru.

¹¹ Mauger, Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte proto-politique*, Bellecombe-en-Bauges: Editions du Croquant 2006

¹² Boumaza Magali/Pierru Emmanuel, op. cit.

Afin de caractériser la forme que prend l'identité chez les jeunes travailleurs précaires, on pourrait distinguer deux idéaux-types. Dans un premier cas, où les précaires construisent et s'auto-identifient à une catégorie collective en lien avec le monde du travail, le rapport salarial est encore un élément-clé dans la définition des identités collectives. Cela se manifeste par le fait de se reconnaître comme appartenant à une catégorie socioprofessionnelle telle que « salarié », « ouvrier », « employé », etc. ou en tant que membre d'un groupe construit socialement telle que le salariat, la « classe ouvrière », la « classe moyenne », voire le « précarat » comme le théorise certains courants. Dans le second cas, les précaires ne construisent pas leur identité principalement en lien avec le monde du travail : l'identité est davantage individualisée ou définie par d'autres variables que celle situant l'individu dans les rapports salariaux. Le premier cas est davantage observable en France, quand le second serait plutôt un cas de figure plus développé encore en Allemagne. Pour étudier ces phénomènes et caractériser ces idéaux-types, il faut s'attacher à présenter les catégories d'identification disponibles.

Identités collectives et catégories d'identification

Le concept d'identité constitue à la fois une catégorie de la pratique sociale et politique et une catégorie d'analyse sociale et politique. Elle est utilisée par des acteurs profanes, par des leaders politiques qui cherchent à convaincre les individus qu'ils appartiennent à un groupe social particulier, qu'ils sont identiques à d'autres individus.¹³ Cette catégorie d'identité sert à justifier et canaliser l'action collective dans une certaine direction que prescrivent des « entrepreneurs d'identité ». La prégnance de l'usage de « discours identitaires » et de « politiques identitaires » n'interdit pas au chercheur d'utiliser la notion d'« identité », mais lui impose de se départir des définitions réifiées, de ne pas reproduire des catégories de la pratique.

La catégorie scientifique d'« identité », forgée initialement aux Etats-Unis par Erikson, admet aujourd'hui des significations très diverses, au point que l'identité apparaît comme une notion extrêmement floue, que l'on ne peut pas reprendre à notre compte telle quelle. Il importe de recourir aux travaux plus contemporains pour définir scientifiquement ce que l'identité constitue dans notre recherche. Pour se départir des biais d'une catégorie profane, il importe de percevoir l'essentialisme dont peuvent témoigner certains usages de la notion d'identité.

¹³ Brubaker, Roger, „Au-delà de l'identité“, in: *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, Vol. 139, Paris: 2001, 66-85

En inscrivant les identités dans un processus, on s'assure que celles-ci soit toujours considérées comme un construit social et historique. Il faut pour cela prendre en compte les institutions et les acteurs qui, occupant une position spécifique dans la structure sociale, disposent de la capacité à construire et déconstruire les groupes sociaux et contrôlent leurs frontières.¹⁴ Même dans sa version la plus avancée de « construction des identités », l'analyse de l'identité n'échappe pas à un certain nombre de biais. En effet, considérer que les identités sont entièrement construites, et donc déconstructibles, peut conduire à ignorer le point de vue des acteurs sociaux eux-mêmes, à considérer comme secondaire la manière dont les acteurs sociaux intériorisent, perçoivent et négocient les identités prescrites. Le mot identité, signifiant à la fois « construction d'un discours et autoaffirmation individuelle »¹⁵, conduit en dernier ressort à ignorer l'une ou l'autre de ses dimensions, si l'on n'y prend pas garde.

Le deuxième vice d'une approche en termes de « construction des identités » réside dans la sous-estimation de la contrainte exercée par les structures sociales, leurs hiérarchies. Une identité ne s'invente pas de toute pièce, n'est pas intériorisée par n'importe quels acteurs, n'est pas sans rapport avec la structure socio-économique. La bonne mesure de la forme des identités serait ainsi celle qui s'attarderait à montrer et les processus d'appropriation des catégories identitaires disponibles et le rôle des institutions politiques dans la production des discours identitaires, les contraintes qu'exerce la structure sociale. Il faudrait élaborer une sorte de constructivisme institutionnel et structurel.¹⁶ Une approche complète de l'identité doit donc articuler les deux processus qui conduisent à la formation, la transformation d'identités collectives ou individuelles : un processus de construction endogène de l'identité, ou endo-construction, un processus de construction exogène de l'identité, ou exo-construction.

L'approche de Martina Avanza et Gilles Laferté, en termes d'identification, d'image sociale et d'appartenance, en prenant en compte tous les éléments précédemment évoqués, entend combler le défaut de scientificité de la seule notion d'« identité ». Plutôt que d'utiliser une notion unique, aux contours flous et aux significations multiples, il nous faut « sérier les sens de l'identité et isoler les processus sociaux bien distincts qui sont à l'œuvre »¹⁷, ce à quoi entendent répondre les trois termes d'identifications, d'images sociales et d'appartenance. L'identification, d'abord, décrit les catégories bureaucratiques produites par les institutions,

¹⁴ Bourdieu, Pierre, „L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région“, in: *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 35, Paris: 1980, 63-72

¹⁵ Avanza, Martina/Laferté, Gilles, „Dépasser la „construction des identités“ ? Identification, image sociale, appartenance“, in: *Genèses*, Vol. 61, Paris: 2005, 134-152

¹⁶ Ibid., page 139

¹⁷ Ibid., page 139

principalement étatiques, qui attribuent de manière extérieure une identité aux individus. En ce sens, la nomenclature des PCS (Professions et Catégories Socioprofessionnelles) française, constitue, comme le serait également le ciblage d'une politique de l'emploi en direction des précaires, une catégorie d'identification. Les images sociales, ensuite, constituent l'ensemble de la production de discours, stéréotypes, représentations qui contribuent à la socialisation des groupes sociaux, par des acteurs extérieurs (partis politiques, syndicats,...) qui modèlent les représentations. La « classe ouvrière » constituerait ainsi, pour la période historique qui dure en France jusqu'à la fin des années 1970, jusqu'au milieu du vingtième siècle en Allemagne, la principale image sociale produite et appropriée. L'appartenance, en dernier lieu, s'apparente à une approche subjective de l'identité, s'attachant à montrer les phénomènes d'appropriation ou de refus des identifications et images produites, leur combinaison, qui conduisent à une autodéfinition des acteurs sociaux. Ainsi, le refus des jeunes salariés de s'inscrire dans les catégories dévalorisées et délégitimées de la génération des trente glorieuses en France, inscrivant les solidarités, les pratiques culturelles ou politiques dans le cadre d'un groupe social défini selon la place dans les rapports sociaux (la « classe ouvrière », la « classe moyenne ») relève d'une étude de l'appartenance.

Comme dans l'étude de Boltanski sur les cadres¹⁸, on peut ainsi étudier la manière dont acteurs composant le groupe que l'on a défini s'identifient ou non : à un groupe plus large, regroupant la population salariale, à des groupes dont les contours seraient plus restreints – pourquoi pas le « précaire » par exemple. Pour atteindre cet objectif, il nous faut présenter l'étendue des catégories d'identification disponibles. L'auto-définition relève le plus souvent de l'appropriation d'une catégorie déjà existante : soit d'une catégorie bureaucratique ou scientifique (identification), soit d'une représentation construite par les acteurs sociaux les plus légitimes (image sociale). Entre la France et l'Allemagne, les catégories disponibles sont très variables, ce qu'on peut observer à travers des analyses socio-historiques.

A partir de l'étude de Louis Chauvel et Franz Schultheis¹⁹, on peut faire apparaître une euphémisation des classes sociales, tant comme catégorie scientifique que comme catégorie de la pratique sociale et politique. Dans la communauté scientifique allemande, les classes sociales, voire les couches sociales, apparaissent comme dépassées par le développement

¹⁸ Boltanski, Luc, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris: Editions de Minuit 1982

¹⁹ Chauvel, Louis/Schultheis, Franz, „Le sens d'une dénégation : l'oubli des classes sociales en Allemagne et en France“, in: *Mouvements*, Vol. 26, Paris: 2003, 17-26

d'une société post-industrielle.²⁰ Cela, même si les inégalités sont encore perceptibles, voire croissantes. Cette dénégation a pour conséquence d'accentuer l'explication de la précarité par des facteurs individuels : être précaire est ainsi davantage vécu comme une incapacité individuelle à satisfaire aux exigences de l'*employabilité*, que comme la conséquence d'un état du marché du travail et de la société. Historiquement, la production d'image sociale apparaît comme différenciée, dans l'espace national français et allemand. En effet, dès 1945, le consensus entre les classes en Allemagne s'est construit autour de la dénégation des identités de classes. Pendant toute l'époque du Wirtschaftswunder, il n'y a pas de travail de construction de schèmes et de représentation du monde social selon une vision stratifiée, en échange d'une intégration très forte du monde ouvrier à la cogestion. En France, le consensus de la Libération se construit à l'inverse sur la reconnaissance d'inégalités structurées : d'un côté la classe ouvrière, structurée par le PCF et les organisations syndicales, de l'autre le patronat, encore discrédité par la collaboration.

On peut observer l'impact de ces deux trajectoires différenciées, depuis le XIXème siècle, accentuée après la seconde guerre mondiale, dans l'élaboration des catégories bureaucratiques (identification) que sont les nomenclatures professionnelles ou socio-professionnelles.²¹ En France, la nomenclature des Catégories Socio-Professionnelles (CSP) est mise en place pour le recensement de 1954. Pendant trente ans, elle a structuré les représentations des statistiques publiques, privées et dans une certaine mesure des acteurs sociaux. Son fonctionnement articule deux principes. Le premier présente un fort niveau de corrélation entre la catégorie (ouvriers, employés, cadres et professions intellectuelles supérieures, etc.) et les pratiques sociales, économiques... Le second fait de l'appartenance de classe le principal critère de définition, articulé à la place dans la hiérarchie et la qualification professionnelle. En Allemagne, les nomenclatures utilisées pour décrire le monde social sont issues de près ou de loin de l'époque bismarckienne, et sont devenues quelque peu anachroniques. A la différence des CSP/PCS françaises, elles ne représentent pas les divisions du monde social, rendant les inégalités visibles, mais présentent plutôt une vision corporatiste du monde du travail.

Les représentations stratifiées en classes ou couches sociales constituent un réceptacle, dans lequel peuvent venir s'inscrire les identités précaires. Là où ces représentations sont présentes,

²⁰ Citons à titre d'exemple l'ouvrage suivant devenu classique : Beck, Ulrich, *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt a. M.: Suhrkamp 1986

²¹ Schultheis, Franz/Pfeuffer, Andreas, „Quelques particularités allemandes dans la représentation statistique du monde social“, in: *Sociétés contemporaines*, Vol. 45-46, Paris: 2002, 17-42
Pierru, Emmanuel/Spire, Alexis, „Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles“, in: *Revue Française de Science Politique*, 58(3), Paris: Presses de Sciences Po 2008, 457-481

les identités précaires ont tendance à se construire comme des identités collectives davantage que comme des identités individuelles, le travail précaire vécu comme souffrance est davantage identifié comme conséquence de l'état des structures sociales qu'à une trajectoire professionnelle individuelle vécu sur le mode de l'échec. Les identités précaires se construisent donc davantage selon la modalité d'identités collectives en France qu'en Allemagne.

Comment les transformations du travail, de ses représentations sont visibles à travers le prisme de la forme des identités précaires ?

Le point de départ que l'on a présenté était le suivant. Une étude des formes d'identité dans la jeunesse salariée doit prendre en compte d'une part l'effondrement des identités collectives telles qu'elles existaient dans la période historique précédente ; d'autre part, un processus de déconstruction des classes sociales. Les jeunes salariés précaires qui représentent les couches sociales les plus soumises à l'insécurité de l'emploi et le plus souvent en bas de l'échelle sociale, ne sont plus aussi solidement enserrés par une identité collective partagée, celle de la « classe ouvrière » dans la France des Trente glorieuses. Dans ce vide identitaire contemporain, est à l'œuvre un processus de recomposition et d'émergence de nouvelles formes d'identités collectives. Les principales caractéristiques de cette nouvelle forme identitaire peuvent être énoncées ainsi. Cette identité politique collective est d'une forme nouvelle : elle s'inscrit dans des éléments de ruptures et, certes, de continuités avec celles des générations précédentes. Cette identité collective se forme partiellement en lien – mais pas sans rapport – avec la structure sociale. Dans le cas étudié des jeunes salariés précaires, elle est donc une identité forgée par l'expérience commune de la précarité de l'emploi, trait principal de la nouvelle condition salariale. Cette identité est à l'image des caractéristiques des conditions de travail précaire, à l'image de la structure du salariat contemporain : éclaté, dispersé, différencié, fragmenté par des tendances contradictoires. Cette identité se forme au cœur d'un paradoxe : celui de la formation d'une identité collective en positif dans un groupe nié, qui ne se définit que négativement par rapport aux autres groupes sociaux et à sa propre condition.

Plus précisément, l'identité politique de la jeunesse salariée précaire s'articule dialectiquement autour de deux pôles contradictoires. Le premier pôle est celui d'une identité marqué par « l'individualisme négatif » tel que le définit Robert Castel. L'identité est une « identité négative », fortement individualisée, peu marquée par le sentiment d'appartenance

collective. Cette identité est plus ou moins anémique, anarchique : elle ne manifeste pas un degré important de politisation, au sens de « ce que les appareils politiques sont préparés à enregistrer et à renforcer »²². Elle porte une remise en cause générale et vague, reflétant le malaise social et professionnelle dans laquelle elle évolue, « quelque chose qui n'est pas politique mais qui pourrait l'être »²³, le propre d'une « classe objectivement visible mais subjectivement désarticulée »²⁴ dont l'absence d'identité collective forte empêche la structuration de l'intervention sur l'arène politique et sociale autour d'objectifs légitimes. Le second pôle est celui de la construction d'une identité en positif. Ici, à l'inverse, les tendances contemporaines tendent à permettre un renversement des stigmates²⁵ et conduisent à l'élaboration d'une identité en « positif », ce que manifestent les mobilisations et les formes spécifiques de participation politique des jeunes – précaires – qui malgré l'inhibition de la précarité, mobilisent des ressources, produisent des discours politiques, s'approprient des images. C'est ce deuxième pôle que manifestent les jeunes salariés qui, malgré l'expérience de la précarité, s'engagent dans des organisations syndicales ou politiques, construisent des associations ou collectifs afin de porter les revendications qu'ils élaborent afin de répondre à leurs problèmes sociaux. Les fondateurs de *Génération précaire* en France, ou de *Fairwork* à l'initiative de la campagne *Generation Praktikum* en Allemagne, militant contre la précarité et pour l'amélioration des conditions de travail des stagiaires, témoignent de la possibilité de produire un discours cherchant à unifier des conditions hétérogènes, malgré les stigmates de la précarité.²⁶

L'identité collective chez les salariés précaires se construit par l'interaction de divers processus concomitants, faisant figure, tantôt d'adjuvants, tantôt d'opposants. Il nous faut ainsi prendre en compte plusieurs éléments. L'expérience collective de l'action politique ou syndicale, en particulier des mouvements sociaux sur le lieu de travail, constitue le principal adjuvant à l'endoconstruction de l'identité. A cet égard, les grèves menées par de jeunes salariés à Paris dans la restauration rapide – Pizza Hut, Mac Donald's – ou le commerce –

²² Bourdieu, Pierre, „La jeunesse n'est qu'un mot“, in: *Questions de sociologie*, Paris: Editions de Minuit 1984, 143-154

Dubet, François, *La galère : les jeunes en survie*, Paris: Fayard 1987

²³ Bourdieu, Pierre, op. cit.

²⁴ Chauvel, Louis, „Le retour des classes sociales ?“, in: *Revue de l'OFCE*, Vol. 79, Paris: 315-359

²⁵ Goffman, Erving, *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris: Editions de Minuit 1975 (Edition originale : 1963)

²⁶ Voir ainsi par exemple la littérature militante et d'expertise produite par ces collectifs :

Génération précaire (Hg.), *Sois stage et tais-toi ! Pour en finir avec l'exploitation des stagiaires*, Paris: La découverte 2006

Génération précaire (Hg.), *Parcours du combattant stagiaire*, Paris: La découverte 2007

Mabrouki Abdel, *Génération précaire*, Paris: Le Cherche Midi 2004

BHV, Maxilivres – a constitué l'une des premières manifestations de construction identitaire par l'expérience de l'action collective, débouchant sur la création ou le renforcement de structures syndicales ou associatives propres.²⁷ L'action d'agents extérieurs, qui accomplissent des actes de socialisation secondaire, qui produise des images sociales, des catégories auxquelles les salariés peuvent s'identifier – à condition que ces images et catégories correspondent à la structure contemporaine du salariat, l'image de la vieille « classe ouvrière » n'ayant plus la capacité d'attraction qu'elle avait par le passé et la condition ouvrière faisant l'objet d'un refus d'identification de la part de nouveaux salariés, voire d'un repoussoir – constitue le principal adjuvant à l'exoconstruction de l'identité. Il y a ainsi nécessité de produire des images sociales spécifiques en direction de la jeune génération de salariés, les images adaptées aux salariés plus anciens, n'ayant que peu d'efficacité sur les représentations des jeunes. En ce sens, les campagnes menées par la *DGB Jugend* ou les *Jeunes CGT*, en direction de la jeunesse, ont une certaine capacité opératoire et réduisent parfois les barrières à l'entrée faisant obstacle à la syndicalisation. Enfin, la production de délimitations, d'images sociales et de catégories d'identification contradictoires qui viennent renforcer telle délimitation du groupe social et affaiblir d'autres délimitations. La construction du groupe doit être vue comme un enjeu de luttes, dans lesquelles les acteurs en présence s'affrontent pour imposer leurs délimitations. Ainsi, les définitions d'un groupe social, sur la base de critères communautaires, ethniques, culturels ou religieux constituent des éléments d'hétérogénéisation du groupe objectif constitué par les salariés précaires dans le processus qui le conduit à produire une délimitation de son groupe fondée sur la place occupée dans les rapports salariaux : place qui peut être vue comme dans un rapport de subordination à la hiérarchie de l'entreprise, dans un rapport d'infériorité vis-à-vis des salariés à statut.

Les formes de l'identité politique des jeunes salariés précaires se structurent ainsi autour de quelques éléments principaux. Les jeunes salariés témoignent à la fois d'une recherche permanente de formes de représentations politiques et syndicales, tout en manifestant une grande méfiance à l'égard des organisations les représentant, choisissant souvent un engagement à la carte plutôt que l'intégration aux appareils traditionnels. L'identité sociale se structure autour d'un sentiment d'appartenance partiel à des groupes sociaux aux structures diverses, aux contours plus ou moins flous, aux délimitations plus ou moins étendues, aux définitions plus ou moins contradictoires entre-elles : sous la forme de classes parfois, selon celle de couches plus ou moins perméables et mobiles, parfois subsumées par les termes de

²⁷ Perrin, Evelyne, op. cit.

« peuple », « monde du travail », « pauvres », « exclus », témoignant d'une identité s'apparentant à une sorte de « sens de classe » selon l'expression de Pierre Bourdieu. A la vision identifiant un adversaire sociale, telle que s'opposait la « classe ouvrière » à la « bourgeoisie » dans la période précédente, se substitue une vision moins structurée par l'énoncé d'intérêts antagonistes. L'adversaire social est parfois nommé, mais peu défini : il s'apparente au « système » chez les « jeunes des cités » étudiés par François Dubet²⁸, à la « classe politique », aux « riches », etc. pour ne prendre que quelques exemples de catégories profanes. Une autre caractéristique identitaire réside dans la sollicitation contradictoire de l'Etat comme interlocuteur, ou dans l'interpellation de celui-ci sur le mode de la défiance, en particulier vis-à-vis de ses forces de maintien de l'ordre et de répression – comme lors des émeutes de novembre 2005 en France²⁹.

Des identités à l'image des formes de l'appareil productif

Les jeunes précaires constituent un « laboratoire pour l'expérimentation des habitus flexibles et employables » selon l'expression de Franz Schultheis. D'où la possibilité d'observer les transformations qui sont à l'œuvre dans le monde du travail à travers le prisme de ce groupe social particulier. Les diverses transformations des structures de l'appareil productive se sont opérées en France et en Allemagne selon des rythmes différents mais ont conduit de manière générale à des résultats largement similaires. Alors que le rapport au travail se faisait pour une immense majorité des salariés par le recours aux conventions collectives, le développement de nouveaux secteurs et la création de nouveaux types d'emploi, dits « emplois atypiques », l'hétérogénéisation des statuts ont conduit à une individualisation du rapport au travail et à l'emploi. Qu'ils s'agissent des CDD (Contrats à Durée Déterminée) ou du travail intérimaire, des emplois dits « aidés » ou des formes de travail combinées à des revenus d'assistance en France, ou des *Mini-jobs*, *Ein-Euro-Jobs*, des différentes formes de *Teilzeitarbeit*, le développement des emplois atypiques a rendu plus complexe l'unification des collectifs de travail, traversés par des divergences d'intérêts entre statuts. Les schèmes qui rendaient lisibles le rapport au travail qu'entretenaient les salariés, enserrés dans les protections du compromis keynésiano-fordiste des Trente glorieuses, sont aujourd'hui inefficients pour faire advenir une compréhension collective de la nature du travail.

²⁸ Dubet, François, op. cit.

²⁹ Mauger, Gérard, op. cit.

Les transformations de l'appareil productif et du travail n'ont pas encore conduit à l'émergence de représentations unifiées, que constituerait une identité collective du salariat. De nombreux paramètres contrecarrent la possibilité d'une telle émergence, en particulier la segmentation des collectifs de travail du fait du développement de l'externalisation d'activités en dehors des entreprises donneuses d'ordres. La diversification de la structure du salariat, par un long processus d'intégration des femmes au monde du travail, par l'intégration de travailleurs immigrés en France comme en Allemagne, renforce la diversité identitaire des salariés.

S'il s'agit de saisir la forme des nouvelles représentations du travail, la jeunesse en constitue le réceptacle naturel. La socialisation des jeunes dans le collectif de travail ne se reproduit pas de la précédente génération à la nouvelle : la marque des anciens référents structurant le monde salarial s'estompe. L'éclatement de l'identité collective telle qu'elle existait jusque là dans le salariat fait de la jeunesse le groupe le plus approprié pour saisir soit les formes à venir d'une identité collective du salariat, soit les formes d'une identité individualisée et éclatée traduisant l'absence d'identité collective.

En France et en Allemagne, les représentations du travail que se font les salariés sont principalement le résultat du travail de construction des représentations collectives effectué par les organisations du mouvement ouvrier – politiques ou syndicales – voire les nouvelles micro-organisations dont se dotent une petite partie de la jeunesse précarisée cherchant à se construire une représentation. En ce sens, le principal facteur explicatif de représentations si différenciées de la précarité en France et en Allemagne, alors que la structure de l'appareil productif est sensiblement la même, est à rechercher dans les trajectoires différenciées qu'ont connu ces deux pays après 1945 : la construction consciente d'un côté d'une identité fondée sur la place occupée dans les rapports sociaux en France, le choix consensuel de la société en faveur d'un effacement d'identité propres aux différents groupes sociaux en Allemagne.

Ainsi, les théories qui prédisaient la fin des identités collectives fondées sur le conflit central entre capital et travail ont raison sur deux points. La formation de l'identité, d'abord, se fait aujourd'hui davantage sur un mode individuel que collectif. Les identités collectives se forment bien souvent à partir de l'expérience des activités non-salariées – des loisirs en particulier – plutôt qu'à partir de l'expérience du salariat. Mais elles n'expliquent pas un fait particulier, ce en quoi elles sont en partie invalidées : la production *contradictoire* mais possible, car déjà observée, chez les précaires – ceux qui vivent la discontinuité identitaire –

d'une identité collective fondée sur l'expérience commune de la précarité, nouveau trait de la condition salariale moderne.

Bibliographie

- Avanza, Martina/Laferté, Gilles, „Dépasser la „construction des identités“ ? Identification, image sociale, appartenance“, in: *Genèses*, Vol. 61, Paris: 2005, 134-152
- Barbier, Jean-Claude, „La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale“, in: *Revue Française de Sociologie*, 46(2), Paris: 2005, 351-371
- Beaud, Stéphane/Pialoux, Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux Montbéliard*, Paris: Fayard, 1999
- Boltanski, Luc, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris: Editions de Minuit 1982
- Boltanski, Luc/Chiappello, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris: Gallimard 1999
- Boumaza, Magali/Pierru, Emmanuel, „Des mouvements de précaires à l'unification d'une cause“, in: *Sociétés Contemporaines*, Vol. 65, Paris: 2007, 7-25
- Bourdieu, Pierre, „L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région“, in: *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 35, Paris: 1980, 63-72
- Bourdieu, Pierre, „La jeunesse n'est qu'un mot“, in: *Questions de sociologie*, Paris: Editions de Minuit 1984, 143-154
- Brubaker, Roger, „Au-delà de l'identité“, in: *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, Vol. 139, Paris: 2001, 66-85
- Castel, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris: Fayard 1995
- Chauvel, Louis, „Le retour des classes sociales ?“, in: *Revue de l'OFCE*, Vol. 79, Paris: 315-359
- Chauvel, Louis/Schultheis, Franz, „Le sens d'une dénegation : l'oubli des classes sociales en Allemagne et en France“, in: *Mouvements*, Vol. 26, Paris: 2003, 17-26
- Dubet, François, *La galère : les jeunes en survie*, Paris: Fayard 1987
- Génération précaire (Hg.), *Sois stage et tais-toi ! Pour en finir avec l'exploitation des stagiaires*, Paris: La découverte 2006

- Génération précaire (Hg.), *Parcours du combattant stagiaire*, Paris: La découverte 2007
- Goffman, Erving, *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris: Editions de Minuit 1975 (Edition originale : 1963)
- Hege, Adelheid, „Les salarié(e)s précaires, l'emploi normal et la représentation syndicale“, *Chronique internationale de l'IRES*, 97, Paris: 2005, 68-83
- Mabrouki Abdel, *Génération précaire*, Paris: Le Cherche Midi 2004
- Mauger, Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte proto-politique*, Bellecombe-en-Bauges: Editions du Croquant 2006
- Perrin, Evelyne, *Chômeurs et précaires au coeur de la question sociale*, Paris: La dispute 2004
- Pierru, Emmanuel/Spire, Alexis, „Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles“, in: *Revue Française de Science Politique*, 58(3), Paris: Presses de Sciences Po 2008, 457-481
- Schreuer, François, „Qu'est ce que le précariat ?“, in: *Politique*, Vol. 46, Bruxelles: 2006
- Schultheis, Franz/Pfeuffer, Andreas, „Quelques particularités allemandes dans la représentation statistique du monde social“, in: *Sociétés contemporaines*, Vol. 45-46, Paris: 2002, 17-42
- Thompson, Edward P., *The making of the english working class*, London: Penguin 1991 (Première édition : 1963)